



C E T R I

ANALYSE 2020  
27 novembre

Centre tricontinental

## CHILI : LE SOULÈVEMENT DE 2019 AU PRISME D'UN CYCLE DE LUTTES ET DE DÉCEPTIONS

Luis Thielemann Hernández

**Le soulèvement qui a secoué le Chili en octobre 2019 s'inscrit dans une succession de conflits sociaux. La mobilisation étudiante de 2011 a accouché d'une génération militante radicale, qui a dynamisé les luttes syndicales, féministes et écologistes. Elle a également engendré des tentatives de modifier l'ordre néolibéral par la voie institutionnelle, dont les limites ont approfondi la méfiance des classes populaires envers la politique.**

La principale difficulté à penser une histoire axée sur l'expérience et le devenir des classes populaires tient à sa mise en perspective. Les faits abondent et débordent souvent la mémoire récente. Les classes possédantes et les professions libérales ont une capacité impressionnante à organiser ces faits dans un récit qui les présentent à leur avantage, du début à la fin. Ce type de récit présentera ce qui s'est passé en octobre 2019 comme une « explosion » interrompant une histoire faite de paix et tranquillité. D'autres en revanche, recourant au concept classique de « cycle de mobilisations » (Tarrow, 1998), diront que ce qui est arrivé est le point de basculement d'un long cycle d'affrontements, d'agitation et de mobilisation en tout genre. Envisagée à l'aune de l'histoire des luttes contre le néolibéralisme, la révolte d'octobre commence en 2011, avec les grandes mobilisations étudiantes.

### Genèse d'un cycle de luttes

Le cycle de mobilisations débute donc en 2011. Il ne s'agit pas pour autant d'un « éveil », une image que seul un étranger aux événements pourrait invoquer. Les troubles et mobilisations de 2011 se rattachent à d'autres cycles, sont des points d'arrivée, de rencontre ou d'inflexion de processus amorcés des années auparavant. Ils reflètent l'obsolescence des obstacles à l'expression collective et frontale du malaise social, ces verrous hérités de la terreur d'État, mais aussi du relatif bien-être matériel lié à la croissance économique, qui ont marqué la période de la dictature et le début de la transition démocratique (1973-1994).

Des expériences collectives d'affrontement mettant en évidence les contradictions du capitalisme chilien commencent à poindre, qui se départissent des thématiques populaires en cours durant le cycle politique « développementiste » (1932-1973). La croissance du mal-être des classes populaires dans la foulée de la crise asiatique (1999-2002) apparaît au grand jour en 2011. Les secteurs les plus mobilisés sont liés à l'économie de l'exportation des matières premières : activités portuaires, minières et forestières. Mais ces années sont également celles de l'apparition d'une remise en question générale, par une jeunesse insensible aux pressions démobilisatrices de la transition.

La subjectivité militante des groupes, principalement au sein de la gauche radicale opérant en 2011, demeurerait marquée par les défaites amères des années antérieures. Les premières luttes importantes de la période néolibérale, aujourd'hui oubliées, sont celles des ouvriers de la sous-traitance, en 2006. Elles se sont produites au moment même où un nouveau mode de résolution d'un conflit social, celui des collégiens en l'occurrence (la révolte des « pingouins »), était expérimentée en l'absence de ses

acteurs, à travers l'adoption d'un premier « Accord national » (« pour la qualité de l'éducation » dans ce cas-ci).

Cet accord a été interprété comme une trahison politique de la Concertation<sup>1</sup>, qui a privilégié le maintien du consensus avec la droite et les entrepreneurs de l'éducation, dont les profits ne pouvaient être remis en question. Ce premier usage de l'accord national en tant que méthode de résolution des conflits par le haut est un mythe fondateur dans l'historicité des subjectivités engagées dans les luttes des années suivantes. Il s'agit d'une clef essentielle pour comprendre 2019.

Les mobilisations de l'année 2011 reflètent la perte de légitimité des règles d'un jeu de plus en plus perçu comme inégal. Jusqu'en 2010, la Concertation arrive vaille que vaille à désamorcer les mouvements à travers des discours progressistes et des concessions aux couches populaires. En revanche la droite qui revient au gouvernement cette année-là n'a pas l'expérience historique des dynamiques des conflits sociaux, et n'a pas la capacité de construire du consensus avec les secteurs en lutte.

La contestation démarre dès janvier 2011, face à la menace gouvernementale de réduire le subventionnement du gaz à usage domestique dans la province de Magallanes, à l'extrême Sud (glacial) du pays. Les manifestations se soldent par deux morts et de nombreux blessés, alors qu'il s'agissait de revendications et d'acteurs assez habituels, et révèlent la faible capacité du gouvernement à gérer de tels conflits. Avec le recul, on peut estimer que les militants de l'ensemble du pays ont « senti l'odeur du sang » en suivant cette mobilisation à travers les médias.

Quelques semaines plus tard, un mouvement de protestation s'élève contre le mégaprojet de centrale hydroélectrique d'Hydroaysén, dans la région septentrionale d'Aysén (Thielemann, 2011). La cause mobilise bien au-delà des cercles écologistes : des employés de bureau et des ouvriers du centre de Santiago se joignent aux étudiants dans d'immenses cortèges. Cette manifestation, d'une ampleur inégalée depuis plusieurs années, va au-delà de l'enjeu du barrage. Elle exprime le rejet du gouvernement de Sebastián Piñera et, à travers celui-ci, de l'influence des entreprises dans le champ politique.

Ces développements seront éclipsés par l'activisme juvénile des mobilisations étudiantes qui surviennent en mai 2011. Ils doivent néanmoins être pris en compte pour comprendre les luttes sociales et politiques des années 2010 ainsi que les formes prises par la révolte d'octobre 2019.

## **Les manifestations étudiantes de 2011**

Par le nombre de personnes qu'il mobilise, par son extension à pratiquement toutes les villes grandes et moyennes du pays, mais aussi parce qu'il constitue la synthèse de processus antérieurs, un facteur accélérateur d'autres mouvements (tel le syndicalisme) et le terreau d'une nouvelle génération de militants qui se déploiera au cours de la deuxième moitié des années 2010, le mouvement étudiant est sans conteste la principale force contestataire de la période qui nous intéresse. Le mouvement étudiant de 2011 a entraîné la radicalisation de milliers de jeunes dans les luttes contre le néolibéralisme.

Déjà considérable, la littérature sur les luttes sociales de l'année 2011 souligne le caractère massif de l'événement, d'une ampleur inédite depuis des décennies. Elle relève également la convergence des étudiants du secondaire et de l'université derrière la revendication d'une réforme en profondeur du système éducatif. La protestation débute à l'Université centrale, un campus majoritairement fréquenté par des jeunes issus de la classe ouvrière, où les étudiants s'opposent à la vente de leur université à une entreprise liée à la Démocratie chrétienne.

Le répertoire d'action – occupations et troubles – y est plus rude que dans les grandes universités des classes moyennes et supérieures, qui se mettent en mouvement dans les mois qui suivent. Démarrée en mai, la mobilisation étudiante est, quantitativement, la plus importante de l'histoire du pays dès le mois de juillet. La cause de cette ampleur réside dans l'endettement des étudiants, pour faire face aux

---

<sup>1</sup>. La « Concertation » est une coalition de partis politiques du centre et de la gauche modérée qui a occupé la présidence du Chili sans interruption de la fin de la dictature de Pinochet (1990) à l'année 2010.

prix de l'université privée, dont la source est depuis 20<sup>06</sup> le crédit privé cautionné par l'État<sup>2</sup>. Au-delà du mécanisme de recouvrement de dette après les années d'enseignement supérieur, une expérience partagée par les centaines de milliers d'étudiants pauvres du pays, c'est le transfert énorme de ressources au système bancaire privé qui faisait l'objet depuis plusieurs années de dénonciations de plus en plus virulentes au sein des campus.

Comme toute revendication rassembleuse, la question de l'endettement recelait des contradictions entre les groupes sociaux engagés dans la lutte. Celles-ci étaient euphémisées par la volonté de convergence et l'existence d'un adversaire commun, qui prenait la forme d'une bureaucratie politique de plus en plus déconnectée, aveuglée par son idéologie ultralibérale, soumise à des intérêts partisans et économiques, et violemment autoritaire.

Le mouvement de 2011 voit s'allier des jeunes des classes populaires, qui réalisent l'impossibilité d'une mobilité sociale par voie d'études supérieures du fait de l'ampleur de l'endettement, et des jeunes des classes moyennes incapables de se reproduire socialement dans la fonction publique et gestionnaire malgré les investissements familiaux consentis dans les frais universitaires. L'importance stratégique des manifestations de masse donna un poids politique inédit à des jeunes dirigeants et des réseaux militants des classes populaires. A fortiori dans le contexte d'un groupe social doté d'un pouvoir de mobilisation de masse, mais sans représentation dans les institutions politiques de l'État, duquel il se méfiait par ailleurs.

### **Radicalisation d'une génération militante**

L'année 2011 se termina sans aucun changement important. Les effets de la lutte furent néanmoins considérables au sein de l'espace militant. D'une part la revendication de gratuité de l'éducation était de plus en plus reconnue et relayée par de nombreuses organisations, d'autre part beaucoup de jeunes avaient appris à organiser la mobilisation. À partir de 2011, les acteurs du conflit dans les universités privées, telle l'Université centrale, s'investissent systématiquement dans la formation de dirigeants et l'aide à la constitution d'organisations étudiantes dans les établissements où elles étaient absentes.

Non seulement le savoir-faire militant nouvellement acquis s'ancra dans la communauté étudiante, mais il se diffusa dans d'autres mouvements, lorsque les diplômés se reconvertirent en représentants syndicaux de travailleurs précaires ou en volontaires dans les combats socio-environnementaux aux quatre coins du pays. Un nombre considérable de femmes ayant expérimenté la lutte étudiante depuis l'enseignement secondaire commencèrent à politiser leur propre existence dans et en dehors des campus, posant ainsi les premiers actes de ce qui serait le nouveau mouvement féministe du 21<sup>e</sup> siècle.

Bref, les dépositaires du mouvement étudiant de masse de 2011 ont constitué le courant le plus radical de la critique populaire du « néolibéralisme - transition » qui configure l'ordre social. Ces années ont donné lieu à l'apprentissage de pratiques de critique sociale qui ont percolé dans le reste de la société, activant de nouveaux processus et dynamisant ceux en cours. Une nouvelle attitude politique est devenue la norme chez des milliers de militants des classes moyennes et populaires, caractérisée par une disposition à la confrontation permanente.

### **Ressorts d'une « alliance sociale »**

L'alliance sociale forgée dans les luttes de 2011 s'est manifestée dans nombre de conflits sociaux ultérieurs. La critique du crédit garanti par l'État a permis de faire des liens entre les différents types d'exploitation et de spoliation en vigueur au Chili. Elle a mis à jour le mécanisme de l'endettement comme méthode de prélèvement direct des banques dans les classes populaires et comme support de la coalition entre politiciens de tous bords, patrons d'établissements d'enseignement et banquiers. Cette rente sur le dos des travailleurs exprimait ce qui, depuis lors et de façon croissante, a été perçu comme l'origine de tous les maux.

L'appât du gain était l'expression qui résumait toute la situation. Et son éradication gagnait du terrain en tant que solution. Ainsi la diabolisation du profit, à l'origine de la mobilisation étudiante de 2006,

---

<sup>2</sup>. « CAE » pour « *credito avalado por el Estado* ».

sous le slogan « non au profit », a permis de construire une ligne d'opposition aux privatisations, à l'hyper-exploitation et à l'endettement.

Entre 2011 et 2013, d'innombrables débats se sont tenus au sein du mouvement étudiant sur les voies et moyens de « déborder » leur champ, afin d'élargir le conflit social. Dans cette discussion stratégique, les gauches principalement se sont attachées à renforcer les capacités d'organisation dans les secteurs du travail précaire et de l'industrie extractive. La campagne présidentielle de 2013 a permis à cette alliance de s'exprimer à nouveau. Un grand nombre de ses acteurs se sont rangés derrière la candidature de Michelle Bachelet, notamment les militants communistes et le parti Révolution démocratique (Revolución democrática), mis en place par des figures modérées de la mobilisation de 2011. Plusieurs des anciens dirigeants du mouvement étudiants se portèrent candidats au parlement et certains d'entre eux furent élus.

- **Syndicalisme enseignant**

La catégorie professionnelle au sein de laquelle l'alliance sociale de 2011 rencontre le plus de soutien est celle des enseignants. Après une vague de grèves dans les années 1990 impulsée par sa tendance communiste, le syndicalisme enseignant était marqué depuis plusieurs années par une tendance à la bureaucratisation. Il avait perdu sa capacité de mobilisation et sa base était principalement composée de retraités. Les grèves des enseignants des années 2014 et 2015 ont vu émerger une nouvelle frange de dirigeants et de militants composée principalement d'organisations de gauche et attestant presque tous d'une participation au mouvement étudiant de 2011. Ce fut particulièrement le cas à Santiago et Gran Concepción, où de jeunes leaders nés de ces luttes se muèrent en dirigeants aux niveaux communal, régional ou national du Colegio de Profesores, la principale organisation représentative des enseignants du pays.

La précarisation du statut de l'enseignant est la manifestation concrète de la décomposition des anciennes sécurités accordées aux couches moyennes. Par ailleurs, c'est un secteur des couches moyennes qui est directement en rapport avec le milieu populaire, plus spécifiquement avec les étudiants d'origine ouvrière. Ils ont joué un rôle essentiel dans le développement et le soutien de l'alliance sociale, même s'ils n'en ont pas été l'acteur moteur du point de vue de son expression politique. La présence considérable de la nouvelle gauche radicale – issue de 2011 – au sein des secteurs les plus mobilisés du syndicalisme enseignant contraste avec le peu d'influence syndicale sur l'action politique des partis et parlementaires de cette même gauche (Delgado et Thielemann, 2016).

- **Mouvement féministe**

L'occupation de la cathédrale de Santiago, en 2013, est révélatrice de la montée en puissance de la mobilisation des femmes sur les campus. Parallèlement, les militantes contribuent grandement à la construction de l'alliance avec les couches populaires. En effet, la mobilisation féministe a attiré à la politique un grand nombre de femmes issues de milieux modestes, autour de bannières comme le droit à l'avortement ou la lutte contre les abus sexuels, tout en imposant le débat sur la reproduction matérielle de la vie, lieu d'exploitation de la femme, au sein de l'espace public.

Le féminisme a réussi à mettre en dialogue toute une série de malaises sociaux, tels que la précarité des emplois féminisés, la négation de la valeur dans la production d'affects et la reproduction matérielle de la vie, la croissance de l'endettement et l'impossibilité d'atteindre les niveaux de salaires nécessaires à une vie décente, la vulnérabilité de l'enfance, etc. Pour un grand nombre de femmes jusqu'alors subalternes dans leur propre organisation, la mise en cause de l'ordre patriarcal a mis en évidence des contradictions dans le développement du néolibéralisme qui n'avaient pas encore été questionnés.

L'irruption d'un féminisme de masse a imposé ce retournement. Ainsi qu'il a été dit alors : « (...), davantage qu'un pur produit de la modernisation marchande qu'a connu le pays ces vingt dernières années, le mouvement féministe chilien se constitue comme une instance de revendication des droits sociaux perdus et de refondation des rapports entre les hommes et les femmes à l'intérieur de la gauche chilienne, en vue de converger dans une action de transformation conjointe » (Olmedo, 2019).

- **L'opposition aux fonds de pension privés**

Un troisième mouvement important de critique de l'ordre néolibéral durant la période a été le mouvement d'opposition aux administrateurs privés de fonds de pension, le « No Más AFP ».<sup>3</sup> Il s'agit d'un collectif de militants syndicaux issus initialement du secteur des employés de banques, à l'instar de Luis Mesina, sa figure la plus connue, et d'autres syndicats du secteur public. C'est dans cet espace que le mouvement des travailleurs a pu attirer le plus de forces organisées. Le No Más AFP a réussi à mettre des centaines de milliers de personnes en mouvement depuis 2014, à travers d'énormes marches. Les AFP ont suscité la formation d'une coalition de différentes générations de travailleurs autour de l'enjeu de la spoliation de l'épargne des travailleurs les plus âgés.

S'il a manqué au mouvement une stratégie d'influence politique, il a réussi au cours des années 2010 à constituer l'AFP en métaphore de tout ce qui n'allait pas au Chili, soit une politique dont la fonction sociale avait été détournée pour servir des intérêts privés. Le No Más AFP a connu une expansion impressionnante en tant qu'outil d'expression critique. Son incapacité à se convertir en un mouvement structuré de travailleurs capable de déterminer les agendas des partis de gauche explique l'état d'esprit dans lequel l'alliance sociale mobilisée durant une décennie a abordé octobre 2019.

### **De nouvelles organisations politiques à gauche**

Parallèlement aux luttes sociales, un processus de réflexion politique se développe au départ des expériences menées avant 2011. Dès 2012, année de création de Révolution démocratique par d'ex-dirigeants modérés de la révolte étudiante, le pari d'une fraction croissante de l'alliance sociale de 2011 a été de se jeter dans la bataille politique pour y garantir la représentation de ses idées. Cette stratégie avait valeur de défi adressé tant à la Concertation, qui jusqu'alors détenait le monopole politique du progressisme, qu'au parti communiste, qui occupait une position dominante au sein de la gauche radicale.

L'apparition de Révolution démocratique entraîne l'année suivante la formation de Gauche autonome (Izquierda Autónoma), un parti émanant de la Fédération des étudiants universitaires du Chili (FECH). Ce dernier groupement a réussi à fonctionner quelques années comme espace de coordination entre le social et le politique, en respectant l'autonomie de l'organisation étudiante à l'égard du parti.

Le passage de la politique universitaire à la politique institutionnelle des militants de 2011 n'a cependant pas résolu le vieux problème de la traduction politique des luttes sociales. Les raisons avancées pour justifier la création de partis sont classiques : les luttes seraient des processus incapables d'appliquer une politique « nationale », la nécessité de surmonter les subjectivités propres aux mouvements en lutte pour construire des instruments porteurs d'une vision universelle de la société, et reposant sur des valeurs de gauche. L'évolution n'est pas seulement d'ordre tactique, elle implique des enjeux stratégiques et idéologiques.

Les premières percées électorales ont lieu lors des législatives de fin 2013, quand plusieurs ex-dirigeants étudiants du Parti communiste, de Révolution démocratique et de Gauche autonome réussissent à être élus. Dans leur majorité, ils soutiennent l'alliance qui amène Bachelet à la présidence en 2014. Ce fut néanmoins le commencement de la fin de l'unité de centre-gauche qui, pour diverses raisons, avait réussi depuis 1989 à contenir l'émergence de formations rivales.

La formation en 2016 du Front large (Frente Amplio), qui rassemblera deux ans plus tard sept partis (dont Révolution démocratique et Gauche autonome) et deux mouvements politiques se développe parallèlement à la décomposition de l'ancienne Concertation. Aux élections de novembre 2017, la candidate à la présidentielle du Front large obtient 20% des voix, tandis que la coalition obtient vingt sièges de députés et un sénateur.

### **La politique formelle au détriment des luttes sociales**

Les bons scores électoraux obtenus dans les quartiers populaires de Santiago et des cités portuaires de San Antonio et Valparaíso, tout comme dans les zones de classes moyennes, laissèrent penser que l'alliance sociale avait construit un front politique qui lui était propre. Mais ce tableau masquait deux

---

<sup>3</sup>. Les « administrateurs privés de fonds de pension » (AFP) ont été créés sous la dictature.

problèmes qui allaient se manifester deux ans plus tard. En premier lieu, plus la condamnation du néolibéralisme se propageait aux quatre coins du pays, moins les partis de la nouvelle gauche contrôlaient le processus. En deuxième lieu, ces partis avaient désormais davantage intérêt, donc donnaient la priorité, à l'agitation parlementaire et moins au combat social, considérant parfois celui-ci comme son ressort passé et non son fondement actuel.

L'énorme quantité de ressources mobilisables dans les campagnes électorales avait motivé le passage des organisations de la nouvelle gauche de l'alliance sociale à la politique formelle. Le réservoir de militants aguerris et politisés par une décennie de luttes sociales devait réaliser des tâches de sensibilisation électorale, de gestion bureaucratique des organisations, de relations politiques avec les autres partis et, par la suite d'administration des groupes parlementaires, des conseils provinciaux et des municipalités remportées au cours de la période 2016-2017.

Ainsi les mouvements sociaux se sont vus vider de leurs spécialistes de la lutte sociale précisément quand cette forme de participation politique commençait à affirmer sa capacité de déstabilisation. Alors que la stratégie de l'alliance sociale de 2011, à savoir la lutte sociale en tant que moteur de changements politiques, était en voie de donner ses fruits, la mobilisation a été vue comme un élément du contexte qui serait « toujours là » pour donner du souffle à la politique formelle des gauches.

Les salaires des parlementaires ainsi que les grandes quantités de ressources dont les partis politiques de la nouvelle gauche bénéficiaient depuis 2017 contrastaient avec la détérioration des conditions de vie de la base militante de la nouvelle gauche radicale. La lutte des classes s'est dès lors installée au sein de la nouvelle gauche. Les secteurs populaires se sentirent tenus à l'écart d'une politique qui se pratiquait en leur nom, mais sans leur participation.

La frange militante de la nouvelle gauche présenta bientôt des tendances au populisme autoritaire, malgré des tentatives honnêtes de s'en prémunir. Le faible degré d'institutionnalisation des partis et des groupes a entraîné un processus d'« étatisation parlementaire » et mis au second plan ce qui était à l'origine même du cycle de contestation : la possibilité de briser par les luttes sociales les quatre décennies d'hégémonie néolibérale au Chili.

Du fait de la distance qui s'était installée entre ceux qui constataient la croissance du malaise social à la base et ceux qui ne voyaient plus dans ce malaise qu'un argument en faveur de l'administration d'une politique de gauche au sein des institutions, la partie plus politisée de la nouvelle gauche n'a pas réalisé que le cycle de contestation qu'elle avait elle-même enclenché en 2011 avait conservé une attitude profondément populaire de méfiance vis à vis de la politique. Le traitement politique de la révolte d'octobre mena au délitement de l'alliance sociale de 2011.

### **Octobre 2019 : déception politique et violence émeutière**

Peu de temps avant la révolte d'octobre, au cours du froid hiver chilien, le mouvement des enseignants avait été mis en déroute par le gouvernement. Au parlement, la nouvelle gauche, bien qu'elle ait soutenu le mouvement, n'en avait pas fait une question de vie ou de mort. L'attitude des institutions politiques vis-à-vis des grévistes a eu valeur de mépris, malgré la présence des « nouveaux politiques ». Avec le recul, il est clair que cela a donné l'impression que la rébellion était la seule issue.

La révolte a commencé après une semaine d'« évasions », c'est-à-dire d'actions concertées des étudiants qui sautaient les barrières du métro de Santiago, pour protester contre l'augmentation du ticket de trente pesos (0,03 euro). Au fur et à mesure des jours, plus de travailleurs se joignaient aux « évasions ». Le jeudi 17 octobre, le gouvernement a annoncé des mesures de répression renforcée, mais à 18h, l'heure à laquelle la majorité des travailleurs quitte le travail, les policiers avaient perdu le contrôle de la ville, qui s'est convertie en une grande bataille qui a duré des heures... avant que les militaires ne reprennent le contrôle de la ville au petit matin. Pour le perdre à nouveau le samedi 19 octobre, lors d'affrontements qui se sont prolongés des semaines durant.

Le mouvement mapuche n'a pas participé en tant que tel au cœur de la révolte, mais probablement était-il présent, participant de la protestation sociale radicale depuis la décennie 1990. Cependant, sa présence dans le soulèvement réside surtout dans les symboles mapuches, drapeaux et autres signes

identitaires, qui ont servi de porte-drapeau d'une rébellion, constituant ainsi une identité collective alternative, critique de l'histoire nationale de l'oligarchie blanche, héréditaire et orgueilleuse de la colonisation.

Au cours des derniers jours de la grève, et alors que la défaite était imminente, les enseignants érigèrent des barricades et affrontèrent la police. Ce style n'était conforme ni à leur tradition, ni à leur statut, mais comme on le constata quelques mois plus tard, il exprimait un changement d'attitude plus général parmi les travailleurs. La distanciation entre les organisations sociales en lutte et les partis de la nouvelle (mais aussi de la vieille) gauche est une des interprétations possibles de la révolte d'octobre 2019.

L'humiliation des enseignants, la répression féroce des jeunes des milieux populaires, le rejet total du féminisme et d'autres gifles autoritaires infligées depuis 2018 par le gouvernement de la droite ont acculé les fractions organisées de l'alliance sociale de 2011. Beaucoup, déçus pour la deuxième fois par la politique, se mirent à envisager la révolte, la violence comme une issue légitime, pour le moins digne. Octobre 2019 a été cela et beaucoup plus. Ce sont les revendications anti-néolibérales forgées au cours d'une décennie de luttes qui ont donné tout leur sens aux barricades dressées au cours des derniers mois.

### **Pour conclure**

Le cycle de contestation initié en 2011 est l'expression d'une alliance de jeunes des couches populaires et de la classe moyenne. Elle repose sur la critique de l'ordre néolibéral et de la période de la transition post-dictature, avec pour toile de fond le tarissement de l'offre de mobilité sociale. Ce discours critique s'est progressivement élargi à d'autres groupes sociaux. Les contestations de la période 2011-2019 partagent les mêmes thématiques, qui renvoient à un immense malaise social.

La révolte d'octobre 2019 est donc un point d'aboutissement de cette longue lutte sociale. Mais elle est dans le même temps l'expression d'un point de désaccord au sein de cette alliance, entre les groupes mobilisés dans la rue et les partis représentatifs de la nouvelle gauche née du cycle même de la contestation. 2011 donne à la fois naissance à un élargissement de la contestation et à une nouvelle offre politique partisane à gauche, mais ces deux sphères n'atteindront pas 2019 conjointement. Pire, la manière dont cette année 2019 se termine, avec un consensus – consensus auquel la nouvelle gauche de 2011 a participé – entre partis pour réformer et réprimer, démontre que les processus parallèles d'élargissement social de la lutte et de construction de partis reposant sur celle-ci sont en profond désaccord.

La situation actuelle constitue une sorte de trêve. La pandémie a permis au gouvernement de demeurer en place, sans pour autant reprendre le contrôle ni gagner l'appui des masses, si ce n'est de l'extrême droite et de l'oligarchie. De plus, l'accord du 15 novembre 2019, qui établit la voie pour un changement constitutionnel, sert de guide politique à la révolte. La majeure partie de celles et ceux qui ont participé au soulèvement populaire entendent participer au plébiscite du 25 octobre 2020, où l'on s'attend (même des personnalités de droite appuient cette option) à une approbation pour changer la Constitution de 1980, créée durant et pour la dictature de Pinochet.

L'avenir est incertain. Des élections pour choisir les délégués de la réforme constitutionnelle sont prévues en avril 2021. Il sera alors possible pour la première fois de mesurer les rapports de force post-révolte. Il est probable que les critiques envers le néolibéralisme, déjà massives en octobre passé, deviennent hégémoniques. En réalité, la seule chose que nous sachions est qu'à l'heure actuelle, la lutte est toujours ouverte et que les temps qui viennent seront marqués par l'instabilité politique et sociale.

**Traduction de l'espagnol : Ignace Hecquet et François Polet**

### **Bibliographie**

Delgado Pablo et Thielemann Luis H. (2106), « Desprofesionalización y proletarización en la escuela:

Aproximaciones a la nueva conflictividad docente », *Cuadernos de Coyuntura*, avril.

Olmedo Carolina C. (2019), « Feminismo en Chile: Una crítica sistémica desde el Sur », *Rosa*, octobre.

Tarrow Sidney (1998), *Power in Movement: Collective Action, Social Movements and Politics*, Cambridge University Press.

Thielemann Luis H. (2011), « Sobre las protestas contra HidroAysén y su masividad », *Revista RedSeca*, mai.

**Cet article est paru sur [www.cetri.be](http://www.cetri.be)**

**Luis Thielemann Hernández est historien, professeur à l'Université Finis Terrae, Santiago du Chili, directeur de la revue Rosa (<http://www.revistarosa.cl>).**



**Centre tricontinental - CETRI**

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69  
cetri@cetri.be - [www.cetri.be](http://www.cetri.be)

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,  
service de l'éducation permanente et de la Province  
du Brabant wallon

